

PECO : lente reprise

Avec une baisse de l'activité de la zone de 5,7 % en 2009 en moyenne, la crise économique et financière a durement touché les pays d'Europe centrale et orientale. L'ampleur de la récession, amorcée par l'effondrement du commerce mondial et celui du crédit, a finalement dépassé celle de la zone euro. Les perspectives de croissance demeurent par ailleurs mesurées, se démarquant nettement de celles des pays émergents d'Asie ou d'Amérique latine, qui semblent d'ores et déjà retrouver les niveaux d'activité d'avant-crise.

Europe centrale

La plupart des pays d'Europe centrale ont retrouvé un sentier de croissance positif à la fin de l'année 2009. Pour autant, la reprise de la production industrielle dans ces pays a été essentiellement tirée par la reprise du commerce mondial, et si l'activité du secteur bancaire semble revenir à la normale, la demande intérieure n'a pas encore réellement redémarré. Dans l'ensemble des pays de la zone, le taux de chômage a connu une forte hausse et la tension sur le crédit pèse encore sur la consommation. L'investissement s'est effondré (-16 % en République tchèque depuis début 2008, -13,6 % en Pologne, -10 % en Hongrie...), et restait orienté à la baisse dans la plupart des pays au deuxième trimestre 2010. À cela vient s'ajouter la poursuite de la crise immobilière en Hongrie ou dans les pays baltes.

À l'horizon de notre prévision, le commerce devrait continuer à tirer la croissance des pays d'Europe centrale, grâce à la reprise des échanges mondiaux et la dépréciation du change à l'issue de la crise. De même qu'en Pologne, cette reprise du commerce extérieur devrait progressivement tirer l'investissement, la baisse du chômage, d'ores et déjà amorcée, permettra la reprise progressive de la consommation des ménages. À l'image des pays de la zone euro, la faiblesse persistante de la demande intérieure sera entretenue par la mise en place de plans de rigueur. Nombre de pays en grande difficulté (Hongrie, pays baltes...) ont engagé des restrictions budgétaires dès 2009, dans le cadre de l'aide conditionnelle du FMI. La Hongrie a ainsi procédé à des baisses de dépenses sociales et une hausse de la TVA en 2009, et devrait être imitée par la plupart des pays de la zone dès 2010. Comme en zone euro, ces éléments laissent donc augurer d'une reprise très lente.

Les économies baltes sont exsangues, après une crise d'une ampleur sans précédent (-15,6 % du PIB en 2009). Le secteur de l'immobilier demeure en crise, la situation du marché du travail s'est très fortement dégradée, et le mouvement de désendettement engagé devrait se poursuivre. Leurs régimes de change n'ont pu être sauvés qu'au moyen de politiques d'austérité drastiques. Ce changement de cap budgétaire a été particulièrement marqué en Estonie, dans l'objectif d'intégrer au plus vite la zone euro. Grâce au contrôle des finances publiques et aux fortes pressions déflationnistes générées par la récession – qui ont ramené l'inflation de 11,6 % à -2,1 % en glissement annuel entre avril 2008 et octobre 2010 –, l'Estonie est ainsi parvenue à remplir les critères de Maastricht en 2009, et rejoindra la zone euro le 1^{er} janvier 2011.

Au final, le PIB dans les pays baltes devrait rester orienté à la baisse en 2010 (-0,3 %), avant de repartir modérément en 2011 (+2,8 %). Dans l'ensemble, la croissance des pays d'Europe centrale restera faible, à 1,3 % et 2,8 % en 2010 et 2011, et le niveau de l'activité économique restera nettement inférieur à celui d'avant-crise.

Russie

La Russie a été l'un des pays les plus durement touchés par la crise économique et financière (-7,9 % de l'activité économique en 2009). La chute du prix des matières premières, principale source du financement de la croissance russe, a renforcé l'impact du rationnement du crédit. Le choc financier a pris une ampleur particulièrement importante en Russie, où la restriction persistante du crédit a été entretenue par un *bank-run* à la suite de la dépréciation du rouble en début de crise. La chute du crédit a entraîné l'effondrement de la production industrielle et la paralysie des secteurs protégés (services et bâtiment).

Si la dépréciation du rouble a été en grande partie corrigée, permettant le retour de la confiance des épargnants, la reprise russe demeure cependant fragile. La demande intérieure s'est fortement contractée, en raison des difficultés de financement et de la dégradation du marché du travail. Le taux de chômage a augmenté à plus de 9 % en 2009 et les salaires ont baissé très rapidement, tirant la consommation à la baisse. La chute de l'investissement a repris au premier trimestre 2010. Après avoir atteint un niveau historiquement bas, les enquêtes de conjoncture se sont redressées depuis le second semestre 2009, sans pour autant retrouver leurs niveaux d'avant-crise. Les graves incendies qui ont paralysé le pays pendant l'été 2010 devraient par ailleurs peser sur la croissance de la fin d'année. Si nos prévisions de hausse du prix du pétrole à 90 dollars fin 2011 permettent d'anticiper un retour progressif de la croissance russe, celle-ci devrait rester modérée, à 4,5 et 4,6 % en 2010 et 2011, permettant tout juste à l'activité de retrouver son niveau d'avant-crise.

Prévisions de croissance dans l'ensemble de l'ex-bloc de l'Est

Variations par rapport à la période précédente, en %

Croissance du PIB	Poids	2008	2009	2010	2011
Nouveaux pays de l'UE	34,4	4,0	-3,4	1,3	2,8
<i>Pologne</i>	13,8	5,1	1,8	2,8	3,3
<i>République tchèque</i>	5,7	2,5	-4,1	1,8	2,8
<i>Hongrie</i>	4,9	0,6	-6,3	0,9	2,4
<i>Pays baltes</i>	2,2	-0,8	-15,6	-0,3	2,8
Russie	46,4	5,6	-7,9	4,5	4,6
Autres CEI ¹	17,9	5,1	-4,7	4,7	5,2
Total	100,0	4,9	-5,7	3,4	4,1

1. Communauté des États indépendants.

Sources : Comptes nationaux, prévision OFCE octobre 2010.

1. Le taux d'inflation moyen au cours des douze derniers mois ne doit pas dépasser de plus de 1,5 point celui de la moyenne des trois pays les moins inflationnistes membres de l'Union européenne. Avec une inflation de -0,7 % en glissement annuel, l'Estonie respectait ce critère en juillet 2010, lorsque son adhésion pour le 1^{er} janvier 2011 a été approuvée.